

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Rapport d'évaluation

Licence professionnelle Création d'activité et accompagnement de projet en territoire rural ou péri-urbain

- Université de Caen Basse-Normandie - UCBN

HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Formations

Pour le HCERES,¹

Michel Cosnard, président

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

¹ Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2015-2016

Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Economie - Gestion

Établissement déposant : Université de Caen Basse-Normandie - UCBN

Établissement(s) cohabilité(s) : /

La licence professionnelle *Aménagement du territoire et urbanisme* spécialité *Création d'activité et accompagnement de projet en territoire rural ou péri-urbain* a été créée en 2010 par l'Université de Caen Basse-Normandie (UCBN), *a priori* en collaboration avec le lycée agricole et horticole de Coutances. Le dossier ne donne aucune information sur les modalités de cette collaboration, sur le rôle du lycée agricole dans son pilotage ou sur l'organisation concrète de la formation entre les deux sites distants de quelques 100 km.

Cette licence a pour objectif de former des étudiants à la création ou à l'accompagnement de projet en territoire rural ou péri-urbain pour les amener à des métiers de chef d'entreprise, conseiller/facilitateur de projet, chargé de mission auprès de collectivités ou d'organismes d'aide au développement de projet économique.

La licence est ouverte à des étudiants issus de formations de niveau Bac+2 (diplôme universitaire de technologie - DUT-, brevet de technicien supérieur -BTS-, brevet de technicien supérieur agricole -BTSA-, Licence 2...), mais dans les faits, la quasi-totalité des étudiants sont issus de BTS. Les effectifs sont d'une douzaine d'étudiants pour chacune des deux dernières promotions suite, à une très forte baisse sur la période 2010-2015. Elle est *a priori* ouverte à l'alternance, mais aucun étudiant n'a été accueilli selon ce dispositif depuis l'ouverture il y a cinq ans.

Synthèse de l'évaluation

Les informations fournies à propos de cette formation sont particulièrement lacunaires et ne permettent pas de mener à bien son évaluation. L'absence d'informations, d'analyse et d'explication des rares données fournies interroge sur la volonté des porteurs de la formation (d'ailleurs non identifiés de façon claire).

Il est difficile d'analyser et d'apprécier l'adéquation du cursus de formation à ses objectifs. La présentation des métiers et compétences professionnelles visées est très succincte. Les compétences sont définies uniquement en termes de connaissances dans les disciplines générales : histoire, géographie, économie, gestion et droit. Le contenu de la LP semble couvrir un spectre très large de problématiques (gestion, développement durable, géographie, sociologie, économie) sans les relier à des compétences précises. La définition de ces compétences acquises au cours de la formation, ainsi que des métiers visés et des entreprises concernées est très floue, voire inexistante. La liste exhaustive des enseignements n'est pas donnée, ni les coefficients. Les modalités du projet tuteuré ne sont pas explicitées : il est juste précisé que le projet tuteuré comprend 60 heures d'enseignements en techniques d'expression et de communication orale. Il est donc pertinent de s'interroger sur la dimension professionnalisante de cette LP.

Le dossier mentionne que la LP a été créée en relation avec les partenaires professionnels locaux, laissant ainsi entendre que c'est une formation créée sur-mesure. Cependant, les liens avec l'environnement socio-économique de la formation ne sont pas démontrés. Le dossier ne donne aucune information sur les éventuels professionnels intervenant dans la LP (fonctions, volume horaire d'enseignements) ou encore sur le type d'offres de stage ou propositions de projets.

Les tableaux récapitulatifs de l'équipe pédagogique sont incomplets. L'équipe pédagogique, composée d'enseignants permanents de l'UCBN, dispense de l'ordre de 35 % des enseignements. Le dossier ne donne aucune information sur les autres enseignements (65 %), ni sur l'existence d'interventions réalisées par des professionnels.

Les effectifs de la LP sont en chute, passant de 35 inscrits en 2010 à 11 en 2014. Le dossier ne fournit pas d'explication à cette diminution très nette et ne présente pas non plus la politique ou les pratiques de recrutement de la formation. Le nombre de dossiers de candidatures reçus n'est pas indiqué, ce qui ne permet pas de juger de la sélectivité ni de l'attractivité de la formation. Les taux de poursuite d'études sont en forte hausse et concernent plus de 50 % de la formation de 2013. Parallèlement, les taux d'insertion sont très faibles : un étudiant par an pour les deux dernières promotions (2012/2013 et 2013/2014). Au regard de ses indicateurs, la capacité de cette formation à réellement professionnaliser ses étudiants ne peut qu'être interrogée.

Le caractère particulièrement lacunaire du dossier d'évaluation ne permet donc pas de mener effectivement son évaluation et laisse finalement à penser que cette formation est sur le déclin et qu'elle ne constitue donc pas une priorité pour l'UCBN.

Point fort :

Au regard des informations fournies, il s'avère très difficile de trouver un point fort à cette formation.

Points faibles :

En revanche, cette formation souffre d'un certain nombre de difficultés :

- La très faible professionnalisation : taux d'insertion professionnelle de l'ordre de 10 %, fort taux de poursuite d'études (50 % en 2013), absence d'information sur les enseignements assurés par les professionnels et les modalités des stages et projets tuteurés (entreprises d'accueil, missions).
- Une forte chute des effectifs, passant de 35 en 2010 à une douzaine pour les deux dernières promotions.

Recommandations et conclusion :

La lecture de ce dossier interroge clairement sur la pertinence de cette formation. Si cette LP a été créée sur mesure en 2010 pour répondre *a priori* à un besoin spécifique, tous les indicateurs sont devenus préoccupants : forte chute des effectifs, taux d'insertion professionnelle de 10 % et taux de poursuite d'études de l'ordre de 50 %. Le maintien éventuel de cette licence impose de redéfinir au préalable le positionnement de la formation (par exemple en ciblant des publics spécifiques de formation continue, ayant une formation et une expérience plutôt agricole, souhaitant acquérir des compétences gestionnaires), et les actions à mettre en œuvre pour renforcer l'attractivité et développer le caractère professionnalisant de la formation.

Analyse

Adéquation du cursus aux objectifs	<p>Le dossier de présentation de la licence professionnelle (LP) est très succinct et manque, de fait, de précisions pour analyser et apprécier l'adéquation du cursus de formation à ses objectifs.</p> <p>Il est très difficile de saisir les compétences attendues en sortie de formation : le dossier présente un tableau de formation comprenant huit unités d'enseignement (UE) dont deux avec le même intitulé (projet tuteuré). Ce tableau indique comme compétences visées des disciplines générales telles que l'histoire et la géographie ou l'économie la gestion et le droit sans présenter le détail des modules enseignés. Certains intitulés de cours sont présentés dans le tableau (partiel) de l'équipe pédagogique sans pouvoir toutefois les rattacher à une UE précise (les enseignants intervenant dans plusieurs UE).</p> <p>Le contenu semble donc couvrir un spectre très large de problématiques (gestion, développement durable, géographie, sociologie, économie) sans les relier à des compétences précises. Un seul code des fiches ROME est cité (« développement local ») et seulement quatre types d'emploi (entrepreneur/chef d'entreprise ; conseiller/facilitateur de projet d'entreprise rurale ou périurbaine ; chargé de mission auprès de collectivités locales ou de structures socioprofessionnelles ; chargé de mission auprès d'organismes chargés d'actions d'animation ou de développement du territoire). Les données concernant l'insertion professionnelle ne permettent pas de connaître les métiers réellement exercés par les diplômés.</p>
------------------------------------	--

<p>Environnement de la formation</p>	<p>Les informations fournies ne permettent pas de conclure à un quelconque ancrage de la formation dans son environnement socio-économique.</p> <p>Il est indiqué que la formation existe depuis 2010 et qu'elle a été élaborée en partenariat étroit avec les professionnels chargés du développement local et concernés par les domaines de l'économie et du développement durable. Cependant, le dossier ne présente pas les éventuels partenaires de la formation, ni leur rôle ; il ne présente aucun intervenant professionnel dans le cadre des enseignements et aucun exemple d'entreprises d'accueil dans le cadre des stages. Son ancrage dans son environnement socio-économique n'est pas du tout explicité.</p> <p>Il est également délicat de comprendre le positionnement de cette licence dans l'offre de formation universitaire. Sa place dans l'ensemble des formations en gestion de l'Université de Caen est peu claire puisqu'il est simplement précisé qu'elle complète les formations en gestion de DUT <i>Gestion des Entreprises et des Administrations</i> -GEA- ou de l'UFR <i>Sciences économiques et gestion</i> ou encore de l'UFR <i>Administration économique et sociale</i> -AES- et qu'elle se positionne en amont des masters de gestion de l'IAE. Mais son positionnement spécifique n'est pas clair du tout. Elle semblerait a priori plutôt définie pour répondre à des besoins d'étudiants en BTS <i>Agricole</i> souhaitant acquérir une double compétence en gestion.</p> <p>Aucune information n'est donnée sur le partenariat avec le Lycée agricole Coutances, sur l'organisation spatiale et temporelle de la licence.</p> <p>Le positionnement recherche peut exister du fait de la participation d'enseignants-chercheurs notamment inscrits dans la section CNU (Conseil National des Universités) 23 (géographie physique, humaine, économique et régionale), mais le dossier ne développe pas ce point.</p>
<p>Equipe pédagogique</p>	<p>La présentation de l'équipe pédagogique est particulièrement incomplète et ne permet pas de l'évaluer correctement. Le dossier ne donne d'indications que sur les 35 % d'enseignements dispensés par les enseignants permanents de l'UCBN. Ni le pilotage ni l'organisation ne sont renseignés.</p> <p>Le dossier présente deux fois le même tableau d'équipe pédagogique malheureusement incomplet. Seules 35 % des heures de la licence (123 heures) sont renseignées en termes d'équipe pédagogique, sans aucune information sur les 65 % restants, soit 227 heures : type d'enseignants (professionnels, enseignants de lycée), lieux d'enseignement, disciplines concernées. D'après les informations fournies, seules 25 % des heures mentionnées sont faites pas des enseignants-chercheurs (huit maîtres de conférences (MCF) et un professeur des universités -PR- dans l'équipe présentée). Le dossier ne présente pas de liste d'intervenants professionnels, donc il ne permet pas de savoir dans quelles UE ou quels modules ceux-ci interviennent, il ne permet pas plus de savoir quels sont les niveaux de compétence de ces intervenants et dans quelle mesure ils s'inscrivent dans les milieux socio-économiques liés à la formation. On ne peut également que constater une absence totale d'information concernant les enseignants du Lycée agricole partenaire qui doivent certainement intervenir.</p>
<p>Effectifs et résultats</p>	<p>Tous les indicateurs étant au rouge, l'évaluation des données en termes d'effectif et de résultats est très mauvaise et questionne la pérennité de la formation.</p> <p>Sur cette question importante, seul le tableau récapitulatif des effectifs est fourni sans aucun commentaire ni analyse de la situation. Rien n'est dit sur la politique ni les pratiques de recrutement de la formation. Aucune information précise n'est donnée sur les formations précises dont sont issus les étudiants, ni sur leur provenance géographique. On ne sait pas combien de dossiers sont reçus pour juger de la sélectivité et de l'attractivité de la formation. En revanche le tableau indique très clairement que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les effectifs sont en chute : ils passent de 35 étudiants en 2010/2011 à 11 en 2013/2014. Aucune explication conjoncturelle n'est donnée pour expliquer cette baisse des effectifs de 68 %. • Le taux de poursuite d'études est en forte hausse, plus de 50 % pour la promotion 2013. • Les taux d'insertion sont très faibles : un étudiant en poste pour les promotions 2012 (7 répondants) et 2013 (11 répondants). <p>La fiche RNCP indique que la formation peut s'envisager en apprentissage, s'inscrire dans le cadre d'un parcours de formation continue ou d'une validation des acquis de l'expérience (VAE), mais le dossier n'aborde pas ces points au-delà du fait de faire apparaître un différentiel entre le nombre d'inscrits pédagogiques et ceux inscrits en formation initiale.</p>
<p>Place de la recherche</p>	<p>La LP est sous la responsabilité d'un enseignant-chercheur en économie. Neuf enseignants-chercheurs sont impliqués dans cette formation (huit MCF et un PR) n'assurant au total <i>a priori</i> que 25 % des enseignements. L'équipe comprend aussi deux Professeurs Agrégés de gestion (PRAG). Même si ce critère n'est pas une priorité pour une LP, il est regretté le peu d'information sur les laboratoires d'accueil des enseignants-chercheurs et les projets qui peuvent être en lien avec cette formation et ses thématiques.</p>

<p>Place de la professionnalisation</p>	<p>La place de la professionnalisation apparaît très modérée à partir des éléments d'information fournis.</p> <p>La professionnalisation de la LP repose sur un stage de 12 semaines et un projet tuteuré de 60 heures (deux fois 30 heures selon la maquette). Cependant, le dossier n'apporte aucune précision sur les modalités des stages et projets tuteurés.</p> <p>Le dossier ne mentionne aucun autre dispositif comme des jeux de simulation, des ateliers de mises en situation, ou des études de cas.</p> <p>Comme préalablement mentionné, les liens entre la formation et le milieu professionnel semblent inexistantes au regard des informations fournies. Le dossier ne donne aucune indication sur le volume et le type d'enseignements assurés par les professionnels, ou encore sur la part de professionnels en lien avec les métiers visés.</p> <p>Les compétences mentionnées dans le dossier et la fiche répertoire national des certifications professionnelles (RNCP) sont très générales : être capable d'entreprendre de manière responsable, être capable de gérer, d'innover, être efficace...</p>
<p>Place des projets et stages</p>	<p>Le souci de développer des compétences professionnelles à travers le stage et le projet n'est pas démontré.</p> <p>Le dossier ne donne pas d'indications sur les moyens mis en œuvre pour développer les compétences professionnelles à travers le stage et le projet tuteuré. Le stage de 12 semaines (durée minimum imposée par les textes) se déroule entre janvier et mars. Le stage et le projet font l'objet d'un rapport écrit ; le dossier ne précise pas s'ils font l'objet d'une soutenance. Le stage représente 10 crédits européens (ECTS), le projet 20 ECTS. Cette répartition des ECTS est surprenante ; en règle générale, le nombre d'ECTS est plus important pour le stage (dispositif majeur de professionnalisation) que pour le projet. Enfin, aucune indication n'est donnée sur le type et la localisation des structures qui accueillent les stagiaires, et le type de missions confiées aux stagiaires.</p>
<p>Place de l'international</p>	<p>La dimension internationale n'est pas présente dans le dossier. Les enseignements comprennent 20 heures d'anglais. Le dossier ne précise pas s'il existe des possibilités de stages à l'étranger.</p>
<p>Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite</p>	<p>Si le dossier mentionne une volonté de mixer les publics, les tableaux d'effectifs montrent que la quasi-totalité des étudiants sont issus de BTS ou BTSA. Les étudiants venant d'autres horizons sont très peu nombreux. Ce qui amène à se demander si cette LP n'a pas été créée sous l'impulsion du lycée agricole partenaire pour donner une poursuite d'études à ses étudiants de BTS.</p> <p>Le dossier ne précise pas les modalités de sélection. Aucun dispositif d'aide à la réussite n'est mentionné.</p>
<p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>	<p>Le dossier champ précise que l'UCBN permet des formations ouvertes à distance (FOAD) mais le dossier de la formation n'apporte aucun élément sur le sujet. Il est donc difficile de savoir si des modalités d'enseignement particulières sont réellement mises en place, faute d'informations. Le dossier ne mentionne pas la place du numérique dans la LP. Selon les tableaux d'effectifs, il n'y a pas de validation des acquis professionnel et personnels ou VAE.</p>
<p>Evaluation des étudiants</p>	<p>Sur ce point, la formation semble suivre les modes usuels mais le dossier manque là encore énormément d'informations.</p> <p>Les enseignements sont évalués en contrôle continu intégralement avec un impératif de présence pour les étudiants (les absences dans un module sont sanctionnées par un retrait de points sur la moyenne de ce module). Les coefficients des matières ne sont pas renseignés. On ne sait pas précisément quels cours font l'objet d'évaluation écrite ou orale (sauf l'anglais) et on ne sait pas non plus si des formes d'évaluation autres sont prévues : jeu de rôles, mises en situation, études de cas...</p> <p>Les règles d'obtention de la LP sont celles d'une LP classique (10/20 à l'ensemble des UE et 10/20 à l'ensemble projet tuteuré et stage).</p> <p>Aucune information n'est fournie concernant le jury.</p>
<p>Suivi de l'acquisition des compétences</p>	<p>Les métiers visés sont listés sans beaucoup de détails : chef d'entreprise/entrepreneur, conseiller/facilitateur, chargé de mission. Ils pourraient sembler en cohérence avec la volonté de la LP de développer les capacités d'interprétation d'un diagnostic de territoire, et capacités d'élaboration de stratégies en cohérence avec les objectifs des politiques publiques territoriales. Cependant, les compétences ne sont globalement pas clairement définies. Par ailleurs, il n'est pas fait état d'une démarche d'évaluation formalisée de l'acquisition de ces compétences et l'annexe descriptive au diplôme ne figure pas dans le dossier. Il est juste précisé que le suivi est fait par le tuteur universitaire de chaque étudiant sans aucune autre information sur ce suivi et les éventuels outils mobilisés.</p>

Suivi des diplômés	<p>Aucune indication n'est donnée sur les dispositifs de suivi des diplômés.</p> <p>Le taux de poursuite d'études a fortement augmenté, passant de plus de 20 % en 2012 (deux étudiants sur sept) à plus de 50 % en 2013 (six étudiants sur 11). Le taux d'insertion professionnelle est très faible : un seul étudiant en 2012 et également en 2013.</p> <p>Ces taux interpellent sur le positionnement de cette licence, et sa capacité à développer l'insertion professionnelle.</p> <p>Le dossier ne fournit aucune analyse de ce taux de poursuite d'études.</p>
Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation	<p>La procédure d'autoévaluation n'est pas mentionnée et les informations fournies n'attestent pas d'une volonté d'améliorer les contenus et le fonctionnement de la formation.</p> <p>Il est fait mention d'un conseil pédagogique composé de l'ensemble des enseignants de la formation et « animé » par les étudiants, ce qui est plutôt surprenant. Faute de précision, le rôle des étudiants est inconnu. Le dossier ne mentionne aucun dispositif d'évaluation des enseignements par les étudiants. Il n'est fait mention d'aucun exemple de modifications en cours ou à venir qui attesterait de la volonté d'amélioration de la formation.</p> <p>Il est précisé que ce conseil pédagogique « assiste » un comité de direction composé d'un responsable pédagogique universitaire, d'un responsable pédagogique issu du lycée agricole en lien avec la responsable administrative. Là encore, le fonctionnement reste très flou. Aucune information n'est donnée sur l'organisation de la LP, la répartition des rôles et fonctions entre l'université et le lycée Coutances.</p>

Observations de l'établissement

LISTE DES FORMATIONS A PROPOS DESQUELLES LES RAPPORTS D'ÉVALUATION DU HCERES N'APPELLENT PAS D'OBSERVATION DE LA PART DE L'UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE

Dans le champ « Biologie intégrative, santé, environnement », les rapports d'évaluation du HCERES portant sur les formations suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'Université de Caen Normandie :

- Licence professionnelle Industries chimiques et pharmaceutiques spécialité Procédés et technologies pharmaceutiques
- Licence professionnelle Protection de l'environnement spécialité Gestion de l'eau en milieu rural
- Licence professionnelle Santé spécialité Visiteur médical
- Diplôme de formation générale en sciences médicales
- Diplôme de formation générale en sciences pharmaceutiques

Dans le champ « Economie et gestion », les rapports d'évaluation du HCERES portant sur les formations suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'Université de Caen Normandie :

- Licence Economie et gestion
- Licence professionnelle Agronomie spécialité Conseiller en entreprise agricole
- Licence professionnelle Aménagement du territoire et urbanisme spécialité Création d'activité et accompagnement de projet en territoire rural ou périurbain
- Licence professionnelle Management des organisations spécialité Contrôle de gestion opérationnelle
- Licence professionnelle Management des organisations spécialité Qualité-sécurité-environnement
- Master Economie fondamentale et appliquée

Dans le champ « Histoire, mémoire, patrimoine, langage », les rapports d'évaluation du HCERES portant sur les formations suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'Université de Caen Normandie :

- Master Document
- Master Langues étrangères appliquées
- Master Sciences du langage

Dans le champ « Homme, sociétés, risques, territoire », les rapports d'évaluation du HCERES portant sur les formations suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'Université de Caen Normandie :

- Licence Géographie et aménagement
- Licence Sciences de l'éducation
- Licence professionnelle Protection de l'environnement spécialité Gestion des ressources environnementales en milieu rural. Métiers du développement durable
- Master Géographie
- Master Sciences de l'éducation

Dans le champ « Structures, informations, matière et matériaux, chimie », les rapports d'évaluation du HCERES portant sur les formations suivantes n'appellent pas d'observation de la part de l'Université de Caen Normandie :

- Licence Mathématiques et informatiques appliquées aux sciences humaines et sociales
- Licence Physique
- Licence Sciences pour l'ingénieur
- Licence professionnelle Activités et techniques de communication spécialité Webmestre
- Licence professionnelle Automatique et informatique industrielle spécialité Conception et supervision des systèmes automatisés
- Licence professionnelle Automatique et informatique industrielle spécialité Systèmes automatisés et réseaux industriels en environnement contrôlé
- Licence professionnelle Automatique et informatique industrielle spécialité Systèmes informatiques embarqués
- Licence professionnelle Mécanique spécialité Plasturgie et matériaux composites (CAO)
- Licence professionnelle Techniques et activités de l'image et du son spécialité Acquisition et traitement d'images
- Master Électronique, électrotechnique, ondes, automatique
- Master Mathématiques et applications
- Master Physique

Le Président de l'Université
de Caen Normandie,



Pierre DENISE